

## “49.3” – Agents agressés – Inclusion

*Acteurs publics*

Faute de temps, ce jeudi 4 avril, l'Assemblée nationale n'est pas parvenue au bout de l'examen de la proposition de loi écologiste “pour un article 49 de la Constitution respectueux de la représentation nationale”. [Un texte qui visait notamment à supprimer le tant décrié “49.3”](#) qui permet aujourd'hui au gouvernement de faire adopter sans vote un texte à l'Assemblée nationale. Cette proposition était inscrite à l'ordre du jour de la journée réservée au groupe écologiste dans le cadre de sa “niche parlementaire”. Or ces “niches” prennent forcément fin à minuit, empêchant la poursuite de l'examen d'un texte le jour suivant. L'examen de la proposition de loi visant à supprimer le “49.3” ne pourra donc pas reprendre aujourd'hui – Sur Europe 1 et CNews, ce vendredi 5 avril, le ministre de la Transformation et de la Fonction publiques, Stanislas Guerini, a confirmé sa volonté d'intégrer dans le futur projet de loi de réforme de la fonction publique **la possibilité pour les administrations de [porter plainte à la place de leurs agents menacés ou agressés](#)** – Afin d'accompagner les employeurs publics, et plus précisément leurs référents handicap, dans leurs demandes d'aides, **le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP) a réalisé une série de 10 capsules vidéo** qui se veulent pédagogiques et ludiques autour des questions les plus souvent posées aux équipes de gestion administrative du fonds. Déposer sous le bon dispositif, solliciter l'aide au transport ou bénéficier du paiement échelonné pour l'apprentissage sont autant de thématiques qui semblent poser le plus souvent question du côté des employeurs.